

# G20 : l'économie mondiale s'ajuste

**L**e G20 s'est donc réuni le 2 avril à Londres. Bien évidemment, le capitalisme n'a pas été remis en cause, ni, bien sûr, la libéralisation financière et la financiarisation de l'économie. La crise actuelle ?

Une panne, une grosse panne qu'il faut réparer mais le moteur reste le même, le conducteur aussi et même la destination.

Les 20 promettent en effet de «restaurer la confiance, réparer le système financier pour faire redémarrer le crédit, réformer les institutions financières internationales pour surmonter la crise et prévenir les suivantes, promouvoir le commerce mondial et l'investissement, rejeter le protectionnisme ...».

Les 20 chefs d'Etat reconnaissent que «la crise mondiale exige une solution globale». La relance économique en premier lieu, décision a été prise de relancer la croissance : «Nous nous engageons à faire le nécessaire sur le plan budgétaire pour restaurer la croissance». D'ici à la fin de l'année prochaine, 5000 milliards de dollars seront injectés dans les différentes économies et particulièrement les économies-moteurs (USA, Europe, Chine).

De même, les 20 ont décidé «d'apporter un large soutien à nos systèmes bancaires afin de garantir les liquidités, recapitaliser les institutions financières et régler définitivement le problème des actifs dépréciés».

La régulation  
et la supervision

En accompagnement de ces efforts colossaux de relance économique, les 20 ont décidé de renforcer la supervision financière et la régulation :

1) un conseil de stabilité financière est créé qui collaborera avec le FMI pour «alerter les pays sur les risques macro-économiques et financiers qu'ils encourent et proposer les actions nécessaires pour y remédier.

2) Les Hedge Funds seront contrôlés.

3) La sécurité bancaire sera renforcée par une nouvelle réglementation, une meilleure capitalisation des banques et l'imposition de «matelas de sécurité» pour faire face à tout risque.

4) «L'ère du secret bancaire est révolue».

5) Les agences de notation (qui «notent» la santé financière des banques) seront surveillées.

6) Les paradis fiscaux seront surveillés.

Ce renforcement de la supervision des institutions bancaires et financières devra avoir lieu sans porter préjudice, bien sûr, aux principes de «compétition, de concurrence et de dynamisme» et sans freiner «le rythme des innovations de marché».

(La libéralisation financière et la financiarisation de l'économie sont sauvegardées). Pour sa part, le Fonds monétaire international sera renforcé dans deux directions :

1/ Les ressources du FMI seront triplées : 750 milliards de dollars (contre 250 actuellement) auxquels il faut ajouter l'autorisation accordée au fonds de vendre une partie de son or.

2/ Le rôle de surveillance du FMI est accru. «Nous soutenons, maintenant et dans le futur, le principe d'une surveillance indépendante du FMI sur nos économies et nos secteurs financiers, sur l'impact de nos politiques sur les autres Etats et sur les risques menaçant l'économie.»

Le rejet  
du protectionnisme

«Nous réaffirmons notre engagement de nous abstenir de dresser de nouvelles barrières à l'investissement ou à l'échange des biens et des services.» Et plus loin «nous ne répéterons pas les erreurs du passé» (référence au protectionnisme des années 30). Les 20 s'engagent à poursuivre la libéralisation financière et le libre-échange. Les agences internationales de soutien aux exportations et les agences internationales d'investissement seront renflouées d'une somme de 250 milliards de dollars.

Quelles conclusions  
tirer de ce G20 ?

1/ Tout d'abord, le G8 est devenu G20 et cet élargissement de la sphère des décideurs de l'économie mondiale est une avancée à signaler même si l'Afrique reste sous-représentée.

2/ Le consensus de Washington a fait long feu et les Etats à qui on demandait «d'ôter leurs mains de l'économie» depuis deux décennies sont bien de retour.

3/ La mondialisation libérale de l'économie est battue en brèche et on reconnaît enfin que la globalisation doit être régulée.

4/ Il y a un début de régulation financière concertée.

Mais à côté de ces points positifs obtenus par le G20, il y a encore quelques gros problèmes qui sont restés en suspens.

1/ Les paradis fiscaux, ces lieux où l'on dissimule les profits et où l'on spéculé, sont encore là et la recommandation de les surveiller est insuffisante.

Il aurait fallu les supprimer mais ni les USA, ni la GB, ni la Chine (eh oui !) ne peuvent renoncer à la



Par Abdelmadjid Bouzidi  
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

financiarisation de l'économie qui leur permet des gains considérables.

2/ Le fameux «capitalisme entrepreneurial» n'est pas pour demain et l'économie financière de spéculation représente aujourd'hui 50 fois l'économie réelle.

3/ Le G20 ne s'est même pas penché sur le déséquilibre dans la répartition des valeurs ajoutées créées entre le capital et le travail. Et c'est bien aussi parce que ce dernier est mal rémunéré que la crise de l'endettement des ménages et du crédit qui s'en est suivie a éclaté.

4/ Enfin le fameux «Business is usual» des Américains est toujours là : tout ce qui est business fait partie de l'ordre des choses.

A. B.

G20 :

Afrique du Sud, Allemagne, Arabie Saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chine, Corée du Sud, Etats-Unis, France, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Mexique, Royaume-Uni, Turquie, UE.

**POUSSE AVEC EUX !**

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr  
laalamhakim@hotmail.com  
hlaalam@gmail.com

## Et maintenant, place au suspense !

Justice. Une première mondiale. 33 millions de personnes jugées le même jour. Le verdict devrait tomber vendredi.

5 ans de prison ferme

C'est écrit noir sur blanc dans les lois de la république. Une fois que la campagne électorale est terminée, nous n'avons plus du tout le droit d'évoquer l'élection présidentielle. Sous quelque angle que ce soit. Finies les allusions perfides aux lièvres, au fait que la chasse à ces bestioles va commencer et que, des domiciles de beaucoup d'Algériens, des gens connus pour leur humour, va s'échapper une entêtante odeur de civet de lapin, demain jeudi. Finies aussi les remarques désobligeantes sur la vivacité extraordinaire de Mohamed Teguia, son sens de l'impartialité désormais légendaire et sur ses appels républicains et légaux à l'arrachage collectif des affiches. Finie aussi la projection en boucle du film de science-fiction «Abdekka l'éradicateur». Terminée également l'extase provoquée par la vague bleue qui a déferlé sur nos villes et villages et qui a emporté ce qui restait encore de croyan-

ce en des lendemains qui changent. Plus question de gloser sur les moyens de l'Etat mis gracieusement au service de l'homme du système. Plus question de revenir sur le business des locaux commerciaux loués à tour de bras pour diffuser l'épopée d'Abdelkader El Mali. Tomber de rideau sur ces bus-balais déboulant tous gaz dehors, déversant leurs fonctionnaires de l'applaudissement, puis les réembarquant vers d'autres destinations à claques. Terminée la distribution télécommandée par le candidat bleu des labels «traître» «patriote» en fonction du courbage d'échine. De tout cela et de beaucoup d'autres choses encore, on ne peut plus parler, car la campagne électorale est terminée. Par contre, on peut encore aujourd'hui et demain évoquer ce suspense terrible qui va nous tarauder l'esprit et nous nouer l'estomac jusqu'à vendredi. Un suspense autour du seul enjeu de cette présidentielle. Pour l'annonce des résultats, le ministre de l'Intérieur se présentera-t-il devant les journalistes habillé en costume bleu nuit, bleu sombre, bleu pétrole ou bleu... électrique ? Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

